Séance du 26 mai 2016 à 19 heures
Commune de BOISSIERES – Salle des Fêtes
Aujourd'hui, vingt-six mai deux mille seize, le Conseil communautaire du Grand Cahors, s'est réuni dans la Commune de Boissières – Salle des fêtes

Nombre de présents : 53
Nombre de votants : 48 dont 7 possédant une procuration

• TITULAIRES :

  ARCAMBAL               BOISSIERES               BOUZIES               CABRERETS               CAHORS
  M. LABRO Didier, Mme TEULIERES Marcelle
  M. PARNAUDEAU Willy,
  M. RAFFY Gilles,
  M. SEGOND Dominique,
  M. VAYSSOUZE-FAURE Jean-Marc, Mme LAGARDE Geneviève, M.
  MUNTE Serge, M. SIMON Michel, M. SAN JUAN Alain, Mme
  BOYER Noëlle, M. COLIN Henri, Mme LOOCK Martine, M. MAFFRE
  Jean-Luc, Mme RIVIERE Brigitte,
  M. TILLOU José,
  M. DUIOL Jean-Paul,
  M. TAILLARDAS Claude,
  M. PEYRUS Guy,
  Mme FOURNIER-BREUILLE Martine,
  M. JOUCLAS Guy, M. FOURNIER Christian,
  Mme LANES Bénédicte,
  M. PETIT Jean, Mme BOURDARIE Paulette,
  Mme VALETTE Roselyne,
  FRANCOULES               GIGOUZAC               LAMAGDELAINE
  M. GUILLEMOT Jean-Luc,
  M. MOLNIE Romuald,
  Mme ARNAUDET Véronique, M. CORMANE Jean-Pierre,
  M. NOUAILLES Serge,
  LE MONTAT               LES JUNIES               LHERM
  Mme VANBESIEN Joëlle,
  Mme SIMON-PICQUET Agnès,
  M. REIX Jean-Albert,
  M. GALTHIE Jean-Noël,
  Mme DESSERTAINE Brigitte,
  M. MARRE Denis, Mme ROUAT Géraldine, M. STEVENARD Daniel,
  Mme LAPORTE-CAVELLE Véronique,
  M. FIGEAC Philippe,
  ST DENIS CATUS
  ST MEDARD
  TOUR DE FAURE
  TRESPOUSS-RASSIELS
  VALROUFE
  VERS
  M. FERNANDEZ Pierre,
  M. PECHBERTY Jean-Jacques,
  M. LAVAUR Pascal, M. DIOT Fabrice,
  M. ANNES Jean-Pierre,
  M. GILES Jérôme,

• SUPPLEANTS :

  BOISSIERES               CIEURAC                COURS               LABASTIDE DU VERT
  Mme GARRIGOU Isabelle,
  M. GARD Michel,
  M. MOLESIN Jean-Pierre,
  Mme SOLIVERES Hélène,
  Mme SALANIE Jacqueline,
  M. EYROLLE Jean-Louis,
  M. PECHBERTY Jean-Jacques,
  M. ANNES Jean-Pierre,
  M. GILES Jérôme,

Etaient excusés ou absents :

  BOUZIES               CABRERETS               CAHORS
  Mme MARMIESSE Yvette,
  M. PAULIN Peter,
  Mme LASFARGUES Geneviève, Mme BOUIX Catherine, M.
  BOUILLAGUET Vincent, Mme FAUBERT Françoise (procuration à
  M. MUNTE), M. SINDOU Géraud, Mme LENEVEU Hélène, M.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.
CAILLAC
CALAMANE
CATUS
DOUELLE
FONTANES
FRANCOULES
GIGOUZAC
LABASTIDE DU VERT
LABASTIDE MARNHAC
LAROQUE DES ARCS
LE MONTAT
LES JUNIES
MAXOU
MECHMONT
MERCOUS
BARDINA Fabien,
M. VIVIER Jean-Luc (procuration à M. VAYSSOUZE-FAURE),
M. CHASTAGNOL Gérard,
M. PRADDADE Jean-Paul, M. PONS Stéphane,
M. DIZENGREMEL Ludovic (procuration à Mme LANES), Mme RIVIER-DELFAU Isabelle,
MONTGESTY
NUJEJOLS
PONTCIRQ
PRADES
ST CIRQ LAPOLIE
ST DENIS CATUS
ST GERY
ST MEDARD
ST PIERRE LAFEUILLE
VALROUIE
VERS
M. MOUROIS Chantal,
M. BRIS René,
M. FAURE Jean-Pierre,
M. VAZ Victor (procuration à M. TAILLARDAS),
M. TREIL Jean,
M. PLANAVERGNE Jean-François,
M. COMBET Gil,
M. OUVRARD François,
M. CANCELPhilippe,
M. JARRY Daniel, Mme CALMON-LAGARRIGUE Marie,
M. BARDINA Fabien,
M. VIVIER Jean-Luc (procuration à M. VAYSSOUZE-FAURE),
M. CHASTAGNOL Gérard,
M. PRADDADE Jean-Paul, M. PONS Stéphane,
M. DIZENGREMEL Ludovic (procuration à Mme LANES), Mme RIVIER-DELFAU Isabelle,
M. LEBEBRE Jean-Yves,
M. BESSEDE Arnaud,
M. CHATAIN Thierry, M. SOULIER Yves,
M. LIAUZUN Christian,
M. MIQUEL Gérard, M. DECREMPS Frédéric,
M. RAFY Bernard,
M. BORISS Olivier, M. BERNIOT Pierre-Jacques,
M. RIGAL Serge,
M. GILBERT JoëI, M. BONNET Frédéric,
M. NICOLAON Patrick,
M. DESROQUES Alain,

Secrétaire de séance : M. MOLINIE Romuald

L'ordre du jour appelle l'affaire suivante :

Service : Finances

Objet : Ajustement des Autorisations de Programme/Crédits de Paiements (AP/CP)

A été adopté à l'UNANIMITE
Rédacteur : Nadège DUBOR
Service : Finances

Objet : Ajustement des Autorisations de Programme/Crédits de Paiements (AP/CP)

Mesdames, Messieurs,

Le suivi annuel des AP/CP est une délibération de l’assemblée. Lors de différents conseils communautaires, vous avez délibéré pour mettre en place la procédure des AP/CP pour différentes opérations.

Aujourd’hui il convient d’actualiser et d’ajuster cet AP/CP :

- Lac vert de Catus

<table>
<thead>
<tr>
<th>Projet</th>
<th>Opération</th>
<th>AP / TOTAL opération TTC</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>LAC VERT</td>
<td>204 LAC VERT</td>
<td>2 160 798,01 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>CP/Crédit budgétaire</th>
<th>Réalisé 2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>2016</th>
<th>2017</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dépenses prévisionnelles</td>
<td>46 528,69 €</td>
<td>60 689,82 €</td>
<td>301 020,42 €</td>
<td>1 665 000,00 €</td>
<td>87 559,08 €</td>
<td>2 160 798,01 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>CP/Crédit budgétaire</th>
<th>Réalisé 2013</th>
<th>2014</th>
<th>2015</th>
<th>2016</th>
<th>2017</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>FCTVA</td>
<td>7 203,57 €</td>
<td>9 565,32 €</td>
<td>10 737,72 €</td>
<td>160 425,00 €</td>
<td>641 420,28 €</td>
<td>1 041 292,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions attenues</td>
<td>53 358,90 €</td>
<td>49 379,39 €</td>
<td>273 126,60 €</td>
<td>14 365,19 €</td>
<td>750 453,12 €</td>
<td>1 021 154,21 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Solde Grand Cahors</td>
<td>10 053,78 €</td>
<td>40 386,76 €</td>
<td>91 216,05 €</td>
<td>750 453,12 €</td>
<td>765 867,94 €</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

J’ai donc l’honneur de proposer à notre assemblée :

a- D’autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à engager les dépenses l’opération ci-dessus à hauteur des autorisations de programme et à mandater les dépenses y afférent ;

b- De préciser que les crédits de paiement de 2016 sont inscrits au Budget 2016 sur l’opération concernée.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire adopte les propositions du rapporteur.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président

Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE

La présente délibération pourra faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.